ALGÉRIE–ÉTATS-UNIS

DE LAWRENCE À L'ALGÉRIE, UNE AMITIÉ NÉE AUTOUR DU FOOTBALL

Page 08



CAP DZ
QUOTIDIEN D'INFORMATION

PROTECTION DE L'ÉCONOMIE ET DE LA SANTÉ

Sifi Ghrieb souligne le rôle des laboratoires d'analyse aux frontières

Page 09



INDUSTRIE AUTOMOBILE



LE PROJET "HYUNDAI" AVANCE BIEN

Page 09

UNE CAMPAGNE ÉLECTORALE TRÈS CONNECTÉE



Le travail de proximité relégué au second plan à Oran

Page 03

N° 3742 Dimanche 08 Novembre 2026 | ISSN 2335-1411 / www.capdz.dz | Prix 20 DA

Les chefs de partis insistent sur une gestion communale

I.Y

Au deuxième jour de la campagne pour les élections locales (APC/APW) du 28 novembre, les chefs de partis politiques ont mis l'accent vendredi sur la nécessité d'un développement local durable et d'une gestion communale répondant aux attentes des citoyens. Les interventions, organisées à travers plusieurs wilayas du pays, ont toutes convergé vers un même constat : les assemblées élues doivent devenir de véritables leviers de proximité, capables de traduire les programmes en réalisations concrètes.

La présidente du parti Tajamoue Amel Djazaïr (TAJ), Fatima-Zohra Zerouati, a affirmé depuis la wilaya de Mascara que la gestion des communes doit connaître un saut qualitatif pour répondre aux aspirations des citoyens et parvenir à un développement local durable. Animant un rassemblement populaire à Oued El Abtal, elle a indiqué que le programme de sa formation repose sur le soutien au développement local, à travers la concrétisation de projets répondant aux préoccupations essentielles des habitants.





La secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune, a pour sa part indiqué, à l'occasion de la session ordinaire du bureau politique de son parti à Alger, que sa formation s'est engagée dans la campagne avec « un programme axé principalement sur la réalisation du développement local permettant une prise en charge optimale des préoccupations quotidiennes du citoyen ». Elle a notamment insisté sur l'importance de continuer à augmenter le nombre de postes d'emploi, de revoir à la hausse le budget des communes et de préserver le pouvoir d'achat.



Depuis Sétif, le président du mouvement El Binaa El Watani, Abdelkader Bengrina, a appelé à ancrer la culture de la compétition électorale basée sur les programmes, les idées et la compétence des candidats. Appelant à une forte participation citoyenne, il a souligné que « la véritable bataille électorale est une bataille de programmes, de voix et de conquête de la confiance des citoyens, en offrant le meilleur et en œuvrant à servir leurs préoccupations et à répondre à leurs aspirations ».

Le secrétaire général adjoint du Front El-Moustakbal, Hadj Belghaouti, a souligné depuis Chlef l'importance d'impliquer le citoyen dans la prise de décision et le suivi du développement local, en vue de bâtir des communes fortes. Représentant le président du parti Fateh Boutbig, il a insisté sur la nécessité de placer le citoyen au cœur des préoccupations des assemblées locales, à travers « l'amélioration du service public, la lutte contre la bureaucratie, le renforcement de la transparence et l'ancrage d'une culture de concertation, de participation et de responsabilité ».





Le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abdelaali Hassani Cherif, a appelé depuis El-Oued à consolider les opportunités d'investissement dans les zones frontalières afin d'y réaliser un développement durable. Selon lui, « le développement escompté des zones frontalières ne saurait se concrétiser qu'à travers l'élection d'APC et d'APW composées de compétences disposant d'une expérience en matière de gestion administrative et financière, capables de relever les défis et de répondre aux enjeux de la période actuelle ».





Le président du parti Sawt Echaab, Lamine Osmani, a animé une activité de proximité dans la commune des Eucalyptus à Alger, où il a insisté sur la nécessité de s'appuyer sur la numérisation pour bâtir des « communes modernes ». Il a estimé que « l'édification d'un État fort, doté d'institutions efficaces, commence au niveau de la commune, en tant que maillon le plus proche du citoyen, ce qui nécessite un changement radical des mentalités et des pratiques politiques ».

Depuis Tamanrasset, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Monder Bouden, a mis en avant l'importance pour les futures assemblées élues d'apporter une contribution réelle et concrète à l'impulsion du développement local. « Le citoyen attend beaucoup de ces assemblées élues, ce qui impose une coordination avec les acteurs de la société civile pour concrétiser les différents programmes de développement », a-t-il souligné.

Enfin, le président du parti El-Karama, Mohamed Daoui, a insisté, lors d'un rassemblement populaire dans la commune de Zeribet El-Oued (wilaya de Biskra), sur l'importance d'une participation massive au prochain scrutin et du choix des candidats les plus aptes à répondre aux préoccupations des citoyens et à concrétiser leurs aspirations, particulièrement en ce qui concerne les affaires locales.



CAP DZ
QUOTIDIEN D'INFORMATION
Édité par la SARL BAHIA.COM
Directrice Générale
Hafida BENARMAS
Directrice de Publication
Fatima Benyekhlef

Siège social
Adresse :
Cité 1377
Logts AADL,
Bt 22,
1er étage,
Oran 31000

Administration- Rédaction-
Service publicité
Tel: 041 80 32 62 /
Fax : 041 80 32 63
Mobile : 0770 65 93 89

www.capdz.dz
redaction@capdz.dz
publicite@capdz.dz

IMPRESSION
Impression OUEST S.I.O
DIFFUSION
BAHIA.COM
TEL: 0770 65 93 89
Les manuscrits, photographies
et illustrations ou tout autre document
adressés ou remis à la rédaction
ne seront pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'aucune réclamation.

Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise
Nationale de communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger.
Téléphone: 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax: 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran @anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

UNE CAMPAGNE ÉLECTORALE TRÈS CONNECTÉE

Le travail de proximité relégué au second plan à Oran

Haret Nassira



À Oran, la campagne électorale pour le renouvellement des assemblées populaires communales et de wilaya met en évidence un contraste entre l'omniprésence de la communication numérique et la nécessité d'un véritable ancrage sur le terrain. Si les réseaux sociaux se sont imposés comme un outil incontournable de visibilité pour les candidats, leur utilisation, souvent réduite à la diffusion de portraits et de visuels électoraux, relance le débat sur la place du contact direct avec les citoyens.

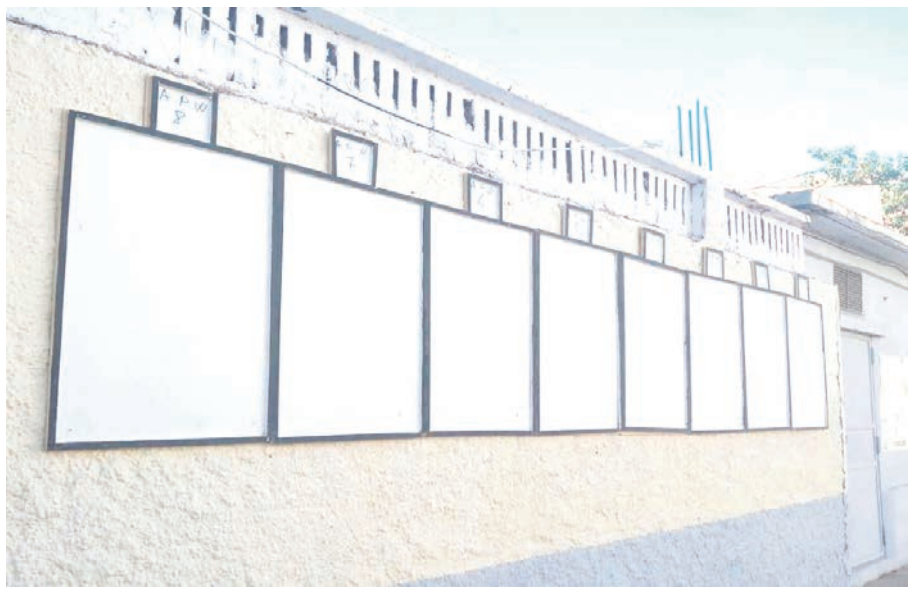
Depuis le début de la campagne, les plateformes numériques sont largement investies par les formations politiques. Publications et affiches virtuelles se succèdent, privilégiant, dans près de 90 % des contenus diffusés par certaines d'entre elles, la présentation des candidats plutôt que l'exposition de leurs programmes. Les retouches parfois excessives des portraits, au point d'altérer les traits des visages, compliquent même leur identification par les électeurs. Une communication qui tend également à uniformiser les supports autour des couleurs partisanes. Cette stratégie suscite des réserves chez les observateurs de la scène électorale locale, qui redoutent un recul de la démarche de proximité. Le porte-à-porte, la distribution de tracts et les échanges directs semblent céder du terrain à une campagne virtuelle, certes plus rapide, mais qui ne garantit pas un véritable dialogue avec les électeurs.

Or, dans une échéance locale, la confiance se construit d'abord sur le terrain. Les stations de transport, les espaces publics et les lieux de rassemblement quotidien constituent autant d'occasions pour les candidats d'écouter les préoccupations des habitants et de défendre leurs propositions. « Je vote pour un candidat que je connais ou dont j'ai entendu du bien » : cette attitude résume l'importance du facteur humain dans le choix électoral.

Sans nier l'utilité des réseaux sociaux, les observateurs plaident pour une complémentarité entre les deux approches. La communication numérique doit prolonger le travail de proximité, et non s'y substituer. Au-delà des portraits et des numéros de liste, les électeurs attendent surtout des programmes concrets et des engagements à la hauteur des ambitions de développement de la wilaya d'Oran.

ORAN

603 panneaux électoraux et 132 espaces de meeting mobilisés dans les 26 communes



Fatima B

À trois semaines du scrutin local, le dispositif logistique de la campagne électorale se précise à Oran. Plus de 600 emplacements d'affichage et 132 structures destinées aux rencontres avec les citoyens ont été mobilisés à travers la wilaya, où 134 listes, réparties entre les APC et l'APW, sont en lice pour le rendez-vous électoral du 28 novembre.

La campagne électorale pour le renouvellement des Assemblées populaires communales (APC) et de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) s'appuie à Oran sur un dispositif de terrain couvrant l'ensemble des 26 communes. Selon le coordinateur de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), 603 sites ont été retenus pour l'affichage des professions de foi et des supports de communication des candidats, tandis que 132 salles et structures publiques ont été réservées à l'organisation des meetings et des activités de proximité.

Relevant notamment des secteurs de la jeunesse et des sports, ainsi que de la culture et des arts, ces infrastructures doivent offrir aux différentes formations politiques des espaces pour exposer leurs programmes et aller à la rencontre des électeurs. La campagne, qui se poursuit jusqu'au 24 novembre, constitue ainsi une étape déterminante pour les candidats appelés à convaincre sur le terrain et à défendre leurs propositions devant les citoyens.

Sur le plan électoral, la wilaya compte 1.065.479 électeurs inscrits à l'issue de la révision exceptionnelle des listes, organisée du 6 au 17 septembre dernier. Parmi eux, 17.979 nouveaux inscrits ont rejoint le corps électoral.

La compétition concerne, par ailleurs, 126 listes candidates aux assemblées populaires communales et huit autres à l'Assemblée populaire de wilaya. L'ensemble des candidatures est présenté sous l'étiquette de partis politiques, précise l'ANIE.

PARTI SAWT ECHAÂB À ORAN

« Nous avons de sérieuses chances de remporter cinq communes et 15 sièges à l'APW »

H. Nassira

Le parti Sawt Echaâb entend créer la surprise lors des élections locales du 28 novembre prochain. C'est en tout cas l'ambition affichée par son responsable à Oran, Ismaïl Bensafi, qui fait état de perspectives électorales prometteuses pour sa formation. Dans une déclaration à CapDz, il a indiqué que le parti, engagé dans 15 communes de la wilaya, entend décrocher la présidence de cinq d'entre elles, tout en visant 15 sièges à l'APW et la présidence de cette assemblée.

Pour atteindre ces objectifs, le parti entend privilégier une campagne de terrain, fondée sur le contact direct avec les citoyens et l'écoute de leurs préoccupations.

« L'abstention ne constitue pas une solution »

Pour Ismaïl Bensafi, le désintérêt pour les élections ne saurait servir les intérêts des citoyens ni contribuer à la concrétisation de leurs aspirations en matière de développement local et d'amélioration du cadre de vie. Il estime que la participation électorale demeure un moyen essentiel de faire entendre les préoccupations de la population et de défendre ses intérêts au sein des assemblées élues.

Le parti ambitionne ainsi de contribuer à relever le taux de participation, en convainquant les électeurs que leurs représentants doivent être issus de leur environnement social et connaître concrètement leurs difficultés quotidiennes. Engagé sous le numéro 6, Sawt Echaâb fait campagne avec le slogan « Nous sommes votre voix », présenté comme un engagement de responsabilité, de sincérité et de fidélité à la mission représentative.

Une campagne axée sur la proximité et le renouvellement

Les quartiers et les zones d'habitation constituent les principaux espaces de mobilisation des candidats, appelés à présenter leur programme tout en recueillant directement les doléances des habitants.

Le lancement officiel de la campagne a eu lieu devant le bâtiment de la Grande Poste, au centre-ville d'Oran. Un choix symbolique, lié à la mémoire d'une opération emblématique de la lutte de libération nationale. « Nous nous sommes recueillis à la mémoire de nos valeureux martyrs. À partir de ce lieu, nous espérons contribuer, à travers ces élections locales, à restaurer la confiance perdue », a expliqué le responsable.

Concernant la préparation des candidats, il a souligné que le parti avait veillé à leur formation et à leur encadrement en amont. L'objectif est de construire une dynamique politique durable, au-delà des seules échéances électorales.

Les listes accordent également une place aux jeunes et aux femmes, avec notamment une candidate âgée de 23 ans et des postulants de 24 et 25 ans. Elles réunissent par ailleurs des profils issus de différentes générations et de plusieurs secteurs, notamment les affaires religieuses, la solidarité et l'agriculture.

Cinq communes dans le viseur

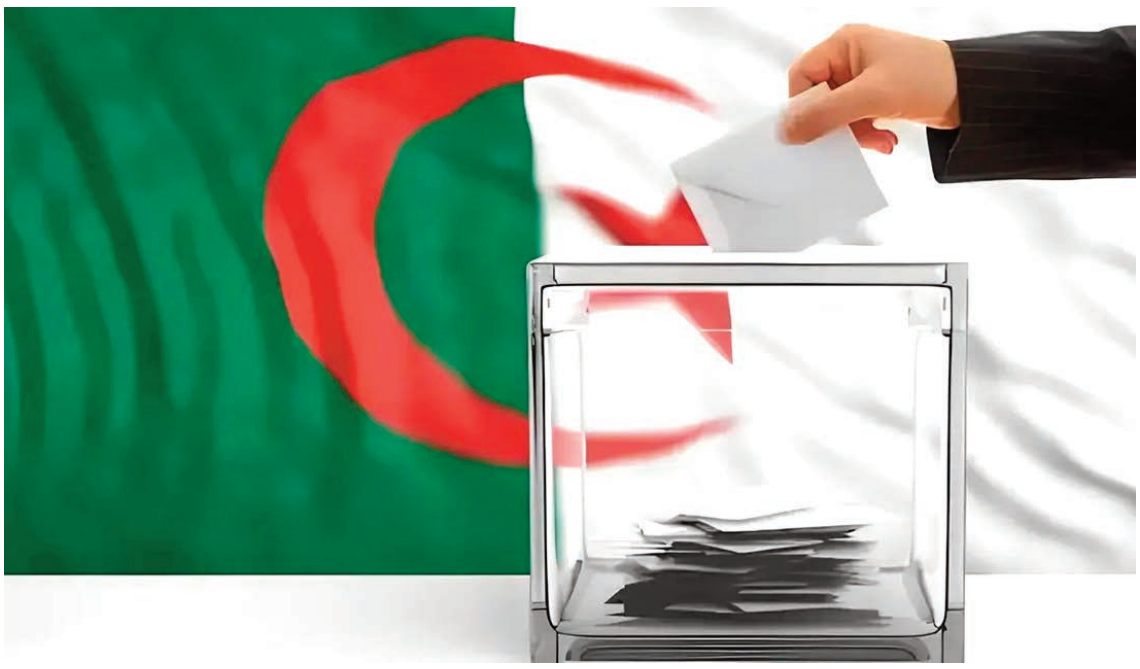
Outre la présidence de l'APW, Sawt Echaâb ambitionne de diriger les APC d'Es-Sénia, Bir El Djir, Benfréha, Boutlélis et Arzew. Le parti espère également réaliser des résultats inattendus à Gdyel et Marsat El Hadjadj, tout en obtenant plusieurs sièges à l'APC d'Oran.

Des ambitions que la formation entend traduire en présence effective dans les institutions élues et en action concrète au service des préoccupations des citoyens.

RELIZANE

Les jeunes représentent la moitié des candidats, les universitaires au moins un tiers

H.N



Les listes électorales des candidats aux élections locales du 28 novembre dans la wilaya de Relizane se distinguent par une présence notable de jeunes diplômés de l'université, a-t-on appris auprès de la délégation de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE). Les jeunes représentent la moitié des candidats à ces élections, tandis que les diplômés universitaires constituent au moins un tiers de l'ensemble, selon les estimations fournies par la délégation.

Les listes électorales des 38 communes que compte la wilaya ont ainsi vu émerger de nouveaux profils, notamment des jeunes cadres et diplômés universitaires dans diverses spécialités, n'ayant jamais siégé auparavant au sein des Assemblées populaires communales (APC) et de wilaya (APW). Une nouveauté qui témoigne d'un renouvellement générationnel dans la composition des listes en lice. Les représentants de plusieurs formations politiques participant à ce rendez-vous électoral ont souligné l'importance de miser sur les jeunes compétences et les élites universitaires dans la composition des listes, afin de contribuer à répondre aux attentes des citoyens.

Cette démarche s'inscrit dans le prolongement des mesures législatives adoptées par l'État pour inciter les jeunes à s'impliquer dans la gestion des affaires locales et à participer à la vie politique. Les responsables des bureaux de wilaya des partis estiment que l'intégration des jeunes dans la vie politique et électorale vise essentiellement à insuffler une nouvelle dynamique aux assemblées élues et à promouvoir une gestion plus efficace des affaires publiques locales, axée notamment sur le développement durable, la numérisation de l'administration et la création de richesses.

De leur côté, des citoyens de la wilaya ont salué la présence de jeunes cadres et intellectuels sur les listes électorales, qui aspirent à assumer des responsabilités dans la gestion des affaires locales. Plusieurs d'entre eux ont appelé les candidats à associer une communication de proximité à une prise en charge effective des préoccupations des habitants sur le terrain, soulignant l'importance de mettre en place des canaux de dialogue permanents entre les assemblées élues et les citoyens. Les habitants expriment ainsi leurs attentes quant à la capacité des nouveaux élus, notamment parmi les jeunes et les diplômés universitaires, à transformer les programmes électoraux en projets concrets répondant à leurs préoccupations et à leurs aspirations. Les candidats des listes partisanes dans la wilaya, qui comptent 156 listes pour les Assemblées populaires communales et huit listes pour l'Assemblée populaire de wilaya, poursuivent leurs rencontres de proximité et leurs meetings populaires dans le cadre de la campagne.

Ces rencontres leur permettent de présenter leurs programmes et leurs propositions dans différents domaines, ainsi que de s'engager à les mettre en œuvre s'ils obtiennent la confiance des électeurs. Pour rappel, la délégation de wilaya de l'ANIE a réservé 50 espaces destinés à accueillir les meetings populaires et les rencontres de proximité. Le corps électoral de la wilaya de Relizane compte 447.310 électeurs, hommes et femmes, répartis sur les 38 communes.

MASCARA

171 listes retenues à Mascara pour les APC et l'APW

I.S



La wilaya de Mascara comptera 171 listes électorales pour les élections locales du 28 novembre prochain, dont 164 pour les Assemblées populaires communales (APC) et sept pour l'Assemblée populaire de wilaya (APW), a indiqué samedi le coordinateur de la délégation de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Yekhlef Brahim.

Dans une déclaration, M. Yekhlef a précisé que ces listes représentent plusieurs formations politiques : le Front de libération nationale (FLN), le Rassemblement national démocratique (RND), le Front El Moustakbal, le Mouvement El Bina, le Mouvement de la société pour la paix (MSP), le parti Sawt Echaâb, Tadjamoua Amel Djazair (TAJ) et le parti El Karama, auxquels s'ajoute une liste commune issue d'une alliance entre le Front El Moustakbal et le MSP. Sur le plan de la configuration électorale, la délégation de wilaya a recensé 3.888 candidats en lice pour les APC, qui se disputeront 753 sièges à travers les 47 communes de la wilaya.

Pour l'APW, 378 candidats sont en course pour 47 sièges.

Afin de réunir les conditions organisationnelles et matérielles nécessaires au bon déroulement du scrutin, la délégation de wilaya de l'ANIE a mobilisé 1.619 bureaux de vote, répartis entre 340 centres électoraux, qui seront encadrés par quelque 12.700 agents.

S'agissant du corps électoral, le nombre d'électeurs inscrits dans la wilaya s'élève à 582.875, hommes et femmes, dont 7.252 nouveaux inscrits. Ces chiffres ont été établis à l'issue de la révision exceptionnelle des listes électorales, organisée du 6 septembre au 8 octobre dernier, qui a également donné lieu à la radiation de 3.841 électeurs pour changement de résidence, décès ou perte du droit de vote.

TLEMCEN

Le RND entame sa campagne pour les locales 2026 à Oued Lakhdar

O.DEGUI

Le Rassemblement démocratique national (RND) de la wilaya de Tlemcen a choisi la commune d'Oued Lakhdar pour donner le coup d'envoi de sa campagne en vue des élections locales de 2026. Ce vendredi 6 novembre, le secrétaire général de la wilaya, le Dr Saïdani Zakaria, a présidé une réunion publique qui a rassemblé militants, candidats, responsables locaux et habitants.

Au cœur des échanges : les défis du développement, les services sociaux et publics, ainsi que les pistes pour améliorer le quotidien des citoyens et soutenir le développement local. La rencontre a aussi été l'occasion pour le parti de présenter son programme et sa vision de la gouvernance locale, fondée sur la démocratie participative, l'implication des habitants dans les décisions et le renforcement du rôle des élus. Dans son intervention, le secrétaire général a mis en avant l'utilité de ces rendez-vous de proximité, qu'il considère comme des espaces de dialogue responsable et de présentation des candidats et de leurs programmes. Il a appelé les citoyens à participer activement au prochain scrutin et à choisir des représentants responsables, compétents et intègres, à même de servir l'intérêt public et de porter les aspirations des habitants d'Oued Lakhdar. Le RND poursuit ainsi sa tournée de sensibilisation dans les différentes municipalités de la wilaya, avec une campagne centrée sur la communication directe, des alternatives réalistes et le travail de terrain au service des citoyens et du développement local.

CAP DZ
QUOTIDIEN D'INFORMATION

NAÂMA

61 listes en lice et 30 espaces mobilisés pour la campagne



R R

À l'approche des élections locales du 28 novembre, la wilaya de Naâma enregistre la participation de 61 listes électorales aux scrutins des Assemblées populaires communales (APC) et de l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Les préparatifs organisationnels se poursuivent avec la mobilisation de 30 salles et espaces publics destinés aux activités de campagne.

Selon le coordinateur de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Toufik Hichour, les candidatures retenues comprennent 52 listes présentées par des partis politiques et trois listes indépendantes pour les élections communales, auxquelles s'ajoutent six listes partisanes engagées dans la course à l'APW.

Au total, ces listes briguent 196 sièges au sein des Assemblées populaires communales et 39 sièges à l'Assemblée populaire de wilaya.

Concernant les candidatures validées, le responsable a fait état de 1 272 candidats aux élections des APC et de 276 candidats pour le renouvellement de l'APW.

230 sites réservés à l'affichage électoral

Dans le cadre des préparatifs de cette échéance, la délégation de wilaya de l'ANIE a pris les dispositions nécessaires pour assurer le bon déroulement de la campagne et du scrutin.

À cet effet, 30 salles et espaces ont été mobilisés pour accueillir les réunions publiques et les meetings des candidats. Parallèlement, 230 emplacements ont été réservés à l'affichage électoral à travers les 12 communes de la wilaya.

S'agissant du dispositif électoral, Naâma compte 184 617 électeurs inscrits, répartis sur 78 centres de vote regroupant 420 bureaux de vote. Ces moyens humains et matériels s'inscrivent dans les préparatifs engagés pour permettre le déroulement des élections locales du 28 novembre dans l'ensemble des communes de la wilaya.

AFLOU

53 listes et 1.350 candidats en lice

B.Y

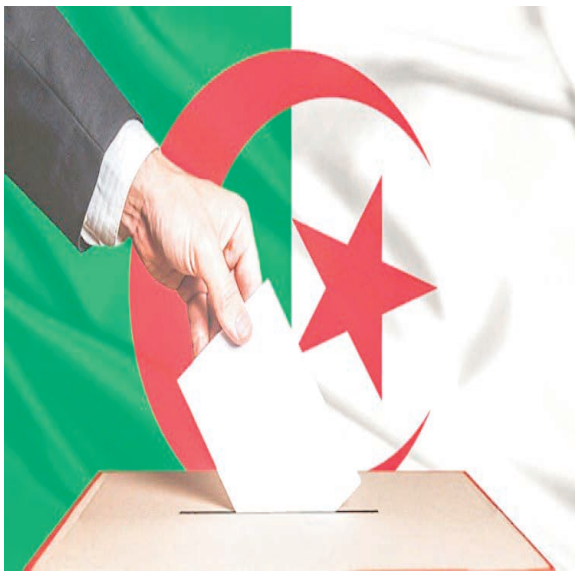


La wilaya d'Aflou se prépare activement au scrutin local du 28 novembre. Selon les données communiquées samedi par la coordination de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), 53 listes, totalisant 1.350 candidats, ont été approuvées et seront en course pour cette échéance électorale.

Ces listes se répartissent entre les deux assemblées concernées. Pour les Assemblées populaires communales (APC), 47 listes ont été validées, dont 45 partisanes et deux indépendantes, représentant 1.098 candidats. En ce qui concerne l'Assemblée populaire de wilaya (APW), six listes partisanes brigueront les sièges, avec 252 candidats en lice. Ces chiffres traduisent une participation soutenue des formations politiques et des candidats indépendants à ce rendez-vous électoral. Le coordinateur de l'ANIE, Aïssa Soufli, a également précisé que la révision exceptionnelle du fichier électoral, effectuée en septembre dernier, a permis de recenser 118.893 électeurs dans la wilaya. Ce chiffre constitue la base du corps électoral appelé à se prononcer le jour du scrutin. Sur le plan logistique, les préparatifs vont bon train. Pas moins de 78 centres électoraux, coiffant 322 bureaux de vote, ont été désignés à travers les différentes communes de la wilaya. Ces espaces seront dotés des moyens et équipements nécessaires afin de garantir le bon déroulement des opérations de vote. En outre, M. Soufli a annoncé l'organisation prochaine de sessions de formation destinées aux encadreurs des centres et bureaux électoraux. Ces formations porteront sur les procédures de déroulement du scrutin, du dépouillement et de l'établissement des procès-verbaux (PV), dans le but de réunir les meilleures conditions d'organisation et d'assurer la transparence de l'opération électorale.

MOSTAGANEM

138 listes en compétition et 56 espaces réservés à la campagne



R R

Dans le cadre des préparatifs des élections locales du 28 novembre, la wilaya de Mostaganem a réservé 56 espaces publics destinés à accueillir les réunions et les activités des candidats. Un dispositif organisationnel a également été mis en place pour assurer le bon déroulement de la campagne électorale, entamée jeudi dernier.

Selon le coordinateur de la délégation de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Fayçal Benzahaf, l'ensemble des mesures nécessaires a été pris pour garantir le déroulement de cette étape du processus électoral dans de bonnes conditions.

Dans une déclaration à l'APS, le responsable a précisé que les 56 espaces retenus, relevant notamment des directions de la Jeunesse et des Sports ainsi que de la Culture et des Arts, sont répartis à travers les 32 communes de la wilaya. Les emplacements réservés à l'affichage électoral des différentes listes candidates ont également été déterminés.

Parallèlement, une cellule de suivi a été installée au siège de la délégation de wilaya de l'ANIE. Celle-ci est chargée de recevoir les demandes d'autorisation des candidats souhaitant organiser des réunions publiques, tout en veillant au suivi des activités électorales durant la campagne.

138 listes en lice pour les élections locales

Concernant les candidatures, Fayçal Benzahaf a fait état de 138 listes engagées dans les élections locales du 28 novembre, dont 127 pour le renouvellement des Assemblées populaires communales (APC) et 11 pour l'Assemblée populaire de wilaya (APW).

Pour les élections communales, les listes validées se répartissent entre 124 listes présentées par des formations politiques et trois listes indépendantes. S'agissant de l'APW, dix listes partisanes et une liste indépendante ont été retenues.

Le même responsable a indiqué que la délégation de wilaya de l'ANIE avait approuvé l'ensemble des listes déposées.

Par ailleurs, 476 candidats ont été remplacés sur les 3 218 inscrits dans les listes électorales des APC. Pour l'élection de l'Assemblée populaire de wilaya, 550 candidats sont en compétition.

À travers la mobilisation des espaces publics, la définition des emplacements d'affichage et la mise en place d'un mécanisme de suivi, les autorités électorales locales entendent assurer l'organisation des différentes activités de campagne à travers l'ensemble des communes de Mostaganem.

PARCOURS POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE

Fethallah Chaabni, plus de vingt ans d'expérience au sein des institutions élues



Habib Benaouda

Ancien président de l'Assemblée populaire de wilaya d'Oran et député durant deux mandats, le candidat du FLN revient dans la course électorale avec un parcours marqué par plusieurs responsabilités institutionnelles.

Le nom de Fethallah Chaabni refait surface sur la scène électorale oranaise. Candidat sur la liste du Front de libération nationale (FLN) pour les prochaines échéances électorales, il s'appuie sur un parcours politique de plus de deux décennies, jalonné de responsabilités au sein des institutions élues, aussi bien à l'échelle locale que nationale.

L'une des principales étapes de sa carrière demeure son passage à la tête de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) d'Oran, dont il a assuré la présidence durant le mandat 2012-2017, succédant à Abdelhak Kazi Tani. Une fonction qui l'a placé au cœur de la gestion des dossiers locaux et du suivi des projets liés au développement de la wilaya.

Son expérience institutionnelle s'est également construite au Parlement, où il a siégé à l'Assemblée populaire nationale (APN) durant deux mandats : de 2007 à 2012, puis de 2017 à 2021.

Ces deux passages lui ont permis de prendre part aux travaux législatifs et aux débats portant sur les questions nationales et locales.

Né le 13 décembre 1963 à Maghnia, dans la wilaya de Tlemcen, Fethallah Chaabni est titulaire d'une formation universitaire en droit de la gestion des entreprises, un cursus à dominante juridique, administrative et organisationnelle.

Aujourd'hui, son retour dans l'arène électorale intervient sous les couleurs du FLN, au sein de la liste numéro 01, où il porte le numéro 13. Son parcours, marqué par l'exercice de responsabilités à deux niveaux de représentation, constitue ainsi l'un des principaux éléments de son profil de candidat, soumis à l'appréciation des électeurs de la wilaya d'Oran.

FLN TLEMCEN

Rebiai Boumediene veut faire de l'écoute du citoyen le socle de sa campagne

O.D

À Tlemcen, la campagne pour les élections locales bat son plein, même si les espaces d'affichage restent encore discrètement investis, à l'image de plusieurs wilayas du pays. C'est dans ce contexte que nous avons rencontré Rebiai Boumediene, candidat à l'Assemblée populaire de wilaya (APW) sous les couleurs du Front de libération nationale (FLN). Ingénieur d'État, professeur à l'université de Tlemcen et formateur en marketing et ventes, il revendique un engagement fondé sur « des actions concrètes, une présence constante et une écoute de chaque instant », convaincu que « notre wilaya regorge de potentialités qu'il est temps de mettre pleinement au service de ses habitants ». Revenant sur le lancement de la campagne, il indique que son équipe a d'abord travaillé à harmoniser le programme et la démarche de terrain, avant d'aller à la rencontre des habitants. « Chaque jour, nous sortons discuter et écouter nos concitoyens », explique-t-il, mettant en avant une liste composée de jeunes diplômés et d'anciens militants, tous animés, selon lui, par l'envie et le courage de servir le développement économique et social de la wilaya. Interrogé sur le contenu de ses propositions, Rebiai Boumediene insiste sur l'expérience de la liste et sa connaissance des réalités locales. Il assure que les doléances des habitants seront portées « haut et fort », avec un cap clair : relancer l'économie locale, soutenir l'employabilité et dynamiser la wilaya pour créer des opportunités professionnelles, en particulier pour la jeunesse.

Parmi les chantiers prioritaires, il évoque la restauration du vieux bâti de la haute ville de Tlemcen, la réalisation d'équipements culturels et sportifs de grande envergure, le soutien à la culture locale et aux jeunes artistes et sportifs, sans oublier le développement durable de l'environnement et du tourisme, moteurs selon lui du développement économique. « Tlemcen mérite des représentants de qualité, capables de booster son développement. Historique et touristique, notre région a besoin d'hommes à la hauteur de ses attentes », plaide-t-il. À travers cette démarche, le candidat entend instaurer un dialogue direct et permanent avec la population, rester à l'écoute de ses préoccupations et placer le citoyen au cœur de l'action publique.



ZINE ISMAÏL HOUARI

Un parcours institutionnel et une formation spécialisée en gestion des ressources humaines

H. Benouda



Candidat aux élections de l'Assemblée populaire communale (APC) d'Oran sur la liste du Front de libération nationale (FLN), portant le numéro 1, Zine Ismaïl Houari figure en deuxième position. À 42 ans, il entend mettre à profit son expérience au sein d'une institution élue, sa formation universitaire et son parcours professionnel pour contribuer à la gestion des affaires locales.

Marié et père de deux enfants, le candidat exerce en qualité de délégué médical. Il est titulaire d'un master en psychologie du travail et des organisations, spécialité gestion des ressources humaines, une formation qui lui a permis d'acquérir des connaissances dans les domaines de l'organisation administrative, de la gestion des compétences, de l'encadrement des ressources humaines et de l'amélioration des performances au sein des structures.

Son parcours est notamment marqué par son passage à la tête de la commission de la communication et des technologies de l'information du Conseil populaire de wilaya (APW) d'Oran, durant le mandat 2017-2021. Une responsabilité qui lui a permis de se familiariser avec le fonctionnement d'une assemblée élue, ses mécanismes organisationnels ainsi que le suivi des dossiers relevant des prérogatives de cette commission.

Cette expérience lui a également donné l'occasion de prendre part aux échanges autour des préoccupations soulevées au niveau de l'institution de wilaya.

Une double expérience au service de la gestion locale

À cette expérience institutionnelle s'ajoute une formation universitaire en adéquation avec plusieurs enjeux de la gestion publique locale. La maîtrise des questions liées à l'organisation du travail, à la répartition des responsabilités et à la valorisation des compétences constitue, dans cette perspective, un atout qu'il pourrait mettre à profit dans l'exercice d'un mandat communal.

Son activité professionnelle de délégué médical lui a, par ailleurs, permis de développer une pratique quotidienne de la communication, des relations professionnelles et du contact avec différents interlocuteurs. Des aptitudes qui revêtent une importance particulière dans la gestion de proximité, laquelle exige écoute, disponibilité et capacité à interagir avec des catégories sociales diverses. Sa candidature intervient dans un contexte où la gestion des collectivités locales demeure au cœur des attentes des citoyens, notamment en matière d'amélioration des services publics, de cadre de vie et de prise en charge des préoccupations des quartiers. Autant de dossiers qui nécessitent un suivi régulier, une coordination entre les différents services et une connaissance concrète des réalités du terrain.

En associant expérience institutionnelle, formation spécialisée et pratique professionnelle, Zine Ismaïl Houari aborde ainsi cette échéance électorale avec un parcours qu'il soumet à l'appréciation des électeurs oranais. Inscrit en deuxième position sur la liste FLN, numéro 1, il entend faire valoir ses compétences et sa connaissance du fonctionnement institutionnel pour contribuer à la prochaine mandature communale. Le verdict reviendra, en définitive, aux électeurs, appelés à apprécier les profils, les engagements et les propositions des candidats en lice.

CHIBOUB MOHAMED TOUFIK, CANDIDAT DU RND À BIR EL-DJIR

Pour une commune modernisée et une administration au service du citoyen



H. N

À Bir El-Djir, le Rassemblement national démocratique (RND) aborde les élections locales du 28 novembre avec une liste de 43 candidats et sept suppléants. Le parti ambitionne de conserver la présidence de l'Assemblée populaire communale (APC), qu'il a assurée durant le mandat écoulé, en mettant en avant un programme axé sur la modernisation de la gestion locale et l'amélioration du service public.

Parmi les candidats engagés dans cette échéance électorale, Chiboub Mohamed Toufik, âgé de 37 ans et classé en dixième position sur la liste n° 2, entend faire de Bir El-Djir une commune moderne et exemplaire. Dans une déclaration à CapDz, il a présenté les principaux axes de son projet, plaçant la numérisation de l'administration, la valorisation des ressources communales et la démocratie participative au cœur de ses propositions. Titulaire d'un diplôme universitaire en droit, le candidat dispose de 17 années d'expérience professionnelle.

Il a notamment exercé en qualité de cadre au sein de la Gendarmerie nationale, avant de rejoindre les services de la wilaya d'Oran, où il occupe actuellement un poste administratif. Il est également vice-président de la commission des œuvres sociales de la wilaya.

La numérisation comme levier de proximité

Au volet de la modernisation administrative, Chiboub Mohamed Toufik propose la création d'une plateforme numérique destinée à faciliter les échanges avec les citoyens, recueillir leurs doléances et assurer le suivi de leur prise en charge. Un guichet spécifique aux personnes aux besoins spécifiques figure également parmi les mesures avancées, avec l'objectif de leur simplifier l'accès aux prestations administratives. Le programme accorde aussi une place à la gestion du patrimoine communal, dont la valorisation devrait contribuer à accroître les recettes propres de la commune, à renforcer ses capacités de financement et à prévenir l'accumulation des dettes. L'amélioration de la propreté et du cadre de vie, le développement des activités sportives et culturelles, l'accompagnement de la jeunesse ainsi que le soutien aux catégories vulnérables complètent les principales orientations présentées. Le candidat plaide, par ailleurs, pour une gestion locale davantage ouverte à la participation citoyenne, à travers l'association de la société civile et des comités de quartier à l'identification des besoins, au suivi des projets et à l'évaluation de leur réalisation. Il a conclu en appelant les électeurs à prendre part au scrutin du 28 novembre et à exercer librement leur choix.

AMEL SALEM, CANDIDATE DU FLN À L'APW D'ORAN

« Je ne brigue pas un mandat électif, mais une responsabilité que je m'engage à assumer devant les citoyens »

H. Nassira

Amel Salem se présente aux élections locales sur la liste du Front de libération nationale (FLN) pour l'Assemblée populaire de wilaya (APW) d'Oran, qui porte le numéro 1, à la 24e position. Elle entend mettre son expérience politique et institutionnelle au service du développement local et du traitement des préoccupations des citoyens.

Considérée comme l'un des profils jeunes de la liste, elle a entamé son parcours professionnel dans l'enseignement primaire. Titulaire d'un master en biologie, spécialité génétique moléculaire, elle possède également deux diplômes de technicien supérieur, en informatique et en agences de tourisme. Elle est, par ailleurs, membre du Conseil supérieur de la jeunesse et du Forum algéro-africain de l'import-export. Dans une déclaration à CapDz, la candidate explique que son engagement électoral repose sur sa conviction quant à l'importance de la démocratie participative et à la nécessité d'associer les jeunes et les femmes à la prise de décision locale. « Je ne brigue pas simplement un mandat électif, mais une responsabilité », souligne-t-elle, affirmant vouloir apporter une contribution concrète au développement de la wilaya d'Oran. En cas d'élection à l'APW, ses priorités porteront notamment sur le suivi des dossiers de développement, la transmission des préoccupations des citoyens aux instances concernées et la prise en charge des insuffisances constatées sur le terrain.

Du Conseil supérieur de la jeunesse à l'engagement local

Son parcours au sein du Conseil supérieur de la jeunesse lui a permis d'acquérir une expérience institutionnelle, à travers ses échanges avec différentes instances gouvernementales et sa participation aux débats consacrés aux questions de jeunesse et aux politiques publiques. Une expérience qui a renforcé sa capacité à cerner les préoccupations et à proposer des pistes de solution. Elle a également pris part aux précédentes élections législatives, une expérience qui lui a permis d'aller à la rencontre des citoyens et de mieux appréhender les défis du développement dans les différentes communes d'Oran. Pour elle, cette candidature à l'APW s'inscrit dans la continuité de son engagement. Elle estime que l'action politique ne saurait se limiter aux discours et aux slogans, mais doit reposer sur une présence effective auprès des citoyens et la traduction de leurs attentes en solutions concrètes.

La jeunesse appelée à prendre ses responsabilités

Évoquant les motivations de son engagement, Salam Amel insiste sur la nécessité pour les jeunes de dépasser la seule revendication d'opportunités, en prenant des initiatives et en assumant pleinement leurs responsabilités dans la construction du pays. Elle ambitionne ainsi de porter la voix des citoyens oranais au sein de l'APW, en défendant leurs intérêts et en accompagnant les projets de développement répondant à leurs aspirations.

Elle conclut en réaffirmant son attachement au travail de proximité et à l'action sur le terrain, sous le slogan : « Authenticité, modernisation, rajeunissement… pour une Algérie victorieuse et une Oran qui mérite le meilleur. »



TOUFIK MEHADJI RAHOU DU FRONT EL MOUSTAKBAL

«Un programme réaliste pour attirer de nouveaux projets de développement»



H. N

À 30 ans, Toufik Mehadji Rahou, tête de liste du Front El Moustakbal à l'Assemblée populaire de wilaya (APW) d'Oran, entend mettre son expérience professionnelle au service du développement local. Médecin généraliste exerçant depuis quatre ans aux urgences médico-chirurgicales, il inscrit son engagement politique dans une démarche visant à mieux répondre aux préoccupations des citoyens et à améliorer leur cadre de vie. Dans une déclaration à CapDz, le candidat, dont la liste porte le numéro 3, souligne que sa vocation médicale l'a sensibilisé aux difficultés sanitaires et sociales, dont la prise en charge, estime-t-il, dépasse largement le cadre hospitalier et passe nécessairement par l'amélioration des conditions de vie. Le programme du parti accorde une place centrale au rapprochement entre l'administration et les citoyens, avec la création envisagée d'une plateforme numérique permettant de recueillir les doléances, de suivre les projets de développement et de renforcer la transparence dans leur réalisation.

Des priorités pour améliorer le cadre de vie

La modernisation du réseau routier, l'amélioration de l'éclairage public, de l'aménagement urbain, de la propreté et des transports figurent parmi les principaux axes proposés. Le candidat mise également sur la valorisation des potentialités touristiques, économiques et industrielles de la wilaya, notamment à travers la réhabilitation du front de mer, la restauration des espaces forestiers et l'extension des surfaces vertes. Dans les secteurs de la santé et des transports, il préconise la réalisation d'un établissement spécialisé en maternité, la relance de la liaison maritime vers Aïn El Turck ainsi qu'une réorganisation des lignes terrestres en fonction des besoins des usagers. Insistant sur la nécessité de préserver les acquis et d'assurer une gestion efficiente des projets existants, Toufik Mehadji Rahou défend un programme qu'il veut pragmatique, loin des promesses irréalisables, avec l'ambition d'attirer de nouveaux projets structurants. Il appelle enfin les citoyens à participer massivement au scrutin du 28 novembre.

ALGÉRIE–ÉTATS-UNIS

De Lawrence à l'Algérie, une amitié née autour du football

Par Hafida Benarmas

Le maire de Lawrence, les habitants qui ont ouvert leurs maisons aux supporters algériens, les policiers qui ont assuré leur sécurité, des étudiants, ceux qui ont fait résonner l'hymne national algérien « Kassaman » au Kansas attendus ce 09 novembre en Algérie. Une initiative du président Tebboune qui donne une nouvelle dimension à l'élan de solidarité né durant la Coupe du monde 2026. Il est des événements sportifs qui laissent derrière eux bien plus que des résultats et des souvenirs de compétition. Ils donnent parfois naissance à des histoires humaines dont la portée dépasse les frontières et les circonstances qui les ont fait naître. L'expérience vécue à Lawrence, dans l'État du Kansas, durant la Coupe du monde 2026, en est une illustration. L'accueil réservé aux supporters algériens dans cette ville américaine a donné lieu à une mobilisation populaire fabuleuse. Des habitants ont spontanément ouvert leurs maisons pour héberger les visiteurs venus soutenir les Verts. Des étudiants se sont associés à cet élan de sympathie, tandis que les policiers locaux accompagnaient les défilés des supporters et veillaient à leur sécurité. À cette mobilisation s'est ajoutée une séquence particulièrement symbolique : l'interprétation de l'hymne national algérien, « Kassaman », par la fanfare de l'université du Kansas. Autant de gestes qui ont profondément marqué, les algériens et donné à cette rencontre, une dimension humaine peu commune.

Cette manifestation de solidarité n'est pas restée sans réponse. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé l'invitation de touristes américains en Algérie, avec une prise en charge par l'État, afin de leur faire découvrir le pays et de témoigner de la reconnaissance de l'Algérie envers ceux qui lui ont manifesté leur sympathie.La visite prévue à partir de ce dimanche 9 au 15 novembre 2026 s'inscrit dans le prolongement de cette annonce présidentielle. Parmi les invités figurent notamment le maire de Lawrence, Brad Finkeldei, des habitants ayant accueilli des supporters algériens à leur domicile, des policiers ayant accompagné les rassemblements et assuré la sécurité des visiteurs et des étudiants. La composition de cette délégation est particulièrement significative. Elle réunit des responsables locaux, des citoyens, des étudiants et des représentants des forces de l'ordre autour d'une expérience commune, celle d'un accueil qui a dépassé le cadre de l'hospitalité ordinaire pour devenir un témoignage de considération envers l'Algérie et son peuple.

Alger, Tipaza et Ghardaïa au programme de la visite

Le programme élaboré pour cette visite traduit également une volonté de présenter aux invités les différentes composantes de l'identité algérienne, de son histoire nationale à la richesse de son patrimoine.La délégation découvrira plusieurs hauts lieux du patrimoine algérien, entre autres, la Casbah d'Alger, Notre-Dame d'Afrique, le musée national des beaux arts, le jardin d'Essai du Hamma, le Musée central de l'Armée qui permettra de revenir sur l'histoire du pays et son combat pour l'indépendance et la Grande Mosquée d'Alger. A Tipaza, les visiteurs découvriront le mausolée royal de Maurétanie et le parc archéologique, deux sites qui témoignent de la profondeur historique du territoire algérien. Le football, qui constitue le point de départ de cette histoire, retrouvera naturellement sa place avec une visite du Centre technique national de Sidi Moussa. Les invités auront l'occasion de découvrir l'environnement de préparation de la sélection nationale, de rencontrer des joueurs, d'assister à une séance d'entraînement et de partager l'atmosphère qui accompagne les Verts à l'approche de la Coupe du monde. La délégation mettra ensuite le cap sur Ghardaïa, pour une découverte du patrimoine du M'Zab à la découverte de Beni Isguen et Tafilelt. Au-delà des visites et des rencontres inscrites au programme, cette initiative porte une signification qui mérite d'être soulignée. Elle rappelle que les relations entre les peuples ne se construisent pas uniquement à travers les accords diplomatiques, les échanges économiques ou les déclarations officielles. Elles se nourrissent aussi de gestes humains, d'hospitalité et de reconnaissance mutuelle. À Lawrence, le football aura été bien davantage qu'un rendez-vous sportif. Il aura permis à deux peuples de se découvrir autrement et de faire naître une histoire d'amitié qui, désormais, traverse l'Atlantique.

LE MINISTRE DE LA JEUNESSE, MUSTAPHA HIDAOUI :

«Il est important d'ancrer la culture du volontariat chez les jeunes»

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a souligné, samedi à Alger, l'importance d'ancrer la culture du volontariat chez les jeunes et de renforcer leur sens de responsabilité, indique un communiqué du ministère.Dans une allocution prononcée à l'occasion du coup d'envoi officiel, à l'Ecole supérieure des sciences et technologies de l'encadrement de la jeunesse à Tixeraïne (Alger), de l'initiative nationale de volontariat et d'entretien des établissements de jeunesse, organisée dans le cadre du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de Novembre, M. Hidaoui a mis en avant « l'importance d'ancrer la culture du volontariat chez les jeunes et de renforcer l'esprit de citoyenneté et de responsabilité collective".Il a également souligné « la nécessité de passer d'une culture de bénéfice des structures de jeunesse à une culture de participation efficace à leur entretien, à la préservation de leurs acquis et à leur développement ». Dans ce contexte, le ministre a donné une série d'orientations visant à "assurer la concrétisation effective de cette initiative", pertinente "l'importance de mobiliser les énergies juvéniles, d'associer les jeunes à la proposition d'idées et d'initiatives à même d'améliorer leurs espaces et de leur offrir l'occasion de mettre en valeur leurs capacités créatives et de contribuer à rendre les établissements de jeunesse plus attractifs et dynamiques".

ALGER

Un colloque dédié à la mémoire environnementale

Un Colloque national sur la mémoire environnementale s'est ouvert, samedi à Alger, à l'occasion de la tenue de la 2e session du Comité inter-ministériel sur la mémoire environnementale, avec la participation de responsables, d'experts et de chercheurs.Cette réunion nationale, ouverte par la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, et le ministre des Moudjahidine et des Aayants droits Abdelmalek Tacherift, mettra en lumière les immenses sacrifices du peuple algérien et l'impact environnemental de la colonisation dans de nombreuses régions du pays, notamment les dommages biologiques causés à la faune et à la flore.

COOPÉRATION

Le recteur de Djamaâ El-Djazaïr reçoit l'ambassadeur d'Indonésie

Le ministre d'Etat, recteur de Djamaâ El-Djazaïr, Cheikh Mohamed Maâmoun Al Kacimi Al Hoceini, a reçu, à sa demande, l'ambassadeur de la République d'Indonésie auprès de l'Algérie, M. Yusron Bahauddin Ambary, indique samedi un communiqué de Djamaâ El-Djazaïr.

La rencontre, tenue jeudi, a porté sur "les moyens de renforcer la coopération scientifique et culturelle, de dynamiser la diplomatie religieuse et de conforter le référent religieux du juste milieu", précise la même source.

ALGER

La consommation de drogues et la sécurité routière en débat

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaa, a présidé, samedi au Cercle national de l'Armée à Beni Messous (Alger), en compagnie du Commandant de la Gendarmerie nationale, le Général-Major Ali Sidane, l'ouverture des travaux d'un colloque national sur les dimensions de la consommation de drogues et de substances psychotropes à la lumière des dispositions de la loi n 26-09 portant Code de la route. La cérémonie d'ouverture de ce colloque, organisé par l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLCDT), en collaboration avec le Commandement de la Gendarmerie nationale, s'est déroulée en présence du premier président de la Cour suprême, M. Tahar Mamouni, du Secrétaire général du ministère de la Défense nationale, le Général-Major Mohamed Salah Benbicha, et du Directeur général des Douanes, le Général-Major Abdelhafid Bakhouche. Ont également pris part à cette rencontre, placée sous le slogan "La sécurité routière est la responsabilité de tous...Non aux drogues...Ensemble pour protéger la vie des usagers de la route", des représentants de plusieurs départements ministériels et d'institutions et d'organismes nationaux concernés, aux côtés d'experts et de spécialistes en la matière.

SÛRETÉ NATIONALE

Saisie de plus de deux quintaux de kif traité en provenance du Maroc

Les brigades opérationnelles de la Sûreté nationale ont procédé, lors d'opérations successives menées dans les wilayas de l'Ouest du pays, à la saisie de plus de deux quintaux de kif traité en provenance du Maroc, à l'arrestation de 28 individus et au démantèlement de 10 réseaux criminels spécialisés dans le trafic illicite de drogue, indique samedi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). "Dans le cadre de la lutte contre toute forme de criminalité organisée, les brigades opérationnelles de la Sûreté nationale ont réussi, à la faveur d'opérations successives menées dans les wilayas de l'Ouest du pays, à neutraliser les activités de réseaux criminels spécialisés dans le trafic illicite de drogue, avec la saisie de 205 kg de kif traité en provenance du Maroc", selon le communiqué. Ces opérations, "menées sous la supervision des parquets compétents, par les éléments des brigades opérationnelles de la Sûreté nationale à Tlemcen, Naâma, Oran et Béchar, se sont soldées par l'arrestation de 28 individus et le démantèlement de dix réseaux criminels opérant dans les wilayas de l'Ouest et dont les activités criminelles s'étendent à d'autres wilayas du pays". Ces opérations ont également permis "la saisie de 13 véhicules touristiques et de 02 motocyclettes utilisés dans cette activité criminelle, ainsi que la récupération d'une somme en monnaie nationale dépassant un milliard de centimes, issue des revenus criminels". Ainsi, les mis en cause ont été présentés devant les procureurs de la République près les tribunaux d'Oran, de Naâma, de Tlemcen et de Béchar, conclut le communiqué.

CAP DZ
QUOTIDIEN D'INFORMATION

EN QUALITÉ D'ENVOYÉ SPÉCIAL DE TEBBOUNE

Attaf reçu par le président du Niger

R. N

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, en sa qualité d'envoyé spécial du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a été reçu, mercredi, par le président de la République du Niger, chef de l'Etat, le Général d'Armée Abdourahamane Tiani, a indiqué un communiqué du ministère.

"M. Attaf a remis au président nigérien une lettre de la part de son frère, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans laquelle il lui a fait part de la grande satisfaction de Monsieur le président de la République quant au niveau atteint par les relations bilatérales dans tous les domaines, ainsi que de sa détermination à continuer d'œuvrer avec lui pour consolider et renforcer ces relations", précise le communiqué. A cette occasion, les deux parties ont examiné les derniers développements dans le Sahel, ainsi que les questions régionales et internationales d'intérêt commun.

Dans ce contexte, le ministre d'Etat a souligné que "l'Algérie est disposée à œuvrer avec tous les pays de la région en faveur du soutien de la sécurité et de la stabilité, et du renforcement de la coordination et de la coopération conjointe au mieux des intérêts des pays et des peuples de la région", conclut la même source.

PROTECTION DE L'ÉCONOMIE ET DE LA SANTÉ

Sifi Ghrieb souligne le rôle des laboratoires d'analyse aux frontières

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé samedi à Alger, les cérémonies d'inauguration de deux laboratoires d'analyse de la qualité aux frontières, le premier au niveau du port d'Alger et le second à l'aéroport international d'Alger, en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, données lors de la réunion du Conseil des ministres tenue le 7 juin 2026, portant sur la création de laboratoires de contrôle au niveau de l'ensemble des ports et aéroports du pays. Au port d'Alger, la cérémonie d'inauguration s'est déroulée en présence du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Brahim Merad, de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, du ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, du ministre des Transports, Saïd Sayoud, du ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, ainsi que du ministre, wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, Cette opération s'inscrit dans le cadre du renforcement du dispositif de contrôle des produits destinés à la consommation et du développement des capacités nationales en matière d'analyses de laboratoire, permettant de soumettre les différents produits aux analyses et examens nécessaires et de vérifier leur conformité aux normes et spécifications en vigueur, avant leur mise à la disposition du consommateur.Cette démarche s'inscrit également dans le cadre des efforts visant à renforcer les mécanismes de lutte contre la fraude et de protection de la santé et de la sécurité du consommateur, ainsi qu'à apporter un appui technique et scientifique aux services chargés du contrôle de la qualité, de manière à consolider le dispositif de protection du consommateur et à renforcer la confiance dans la qualité des produits commercialisés sur le marché national. Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb a mis en avant le rôle des laboratoires d'analyse de la qualité au port et à l'aéroport d'Alger, qu'il a inauguré samedi, dans la protection de l'économie nationale et de la santé et la sécurité des citoyens, afin de renforcer l'économie nationale sur des bases scientifiques et modernes. Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'inauguration de deux laboratoires de contrôle de la qualité au port d'Alger et à l'aéroport international d'Alger, le Premier ministre a précisé que ces laboratoires, créés en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, constituant "un plus et une protection pour l'économie nationale" car, at-il dit, ils permettront un contrôle rapide des marchandises et faciliteront leur transit.



Vers une généralisation au niveau des ports

Le premier ministre salue également la contribution de divers secteurs à la concrétisation de ces structures. La cérémonie d'inauguration des deux laboratoires s'est déroulée en présence de membres du Gouvernement, d'un représentant du ministère de la Défense nationale, du ministre, wali d'Alger, M. Mohamed Abdenour Rabehi, ainsi que des responsables du port d'Alger et de l'aéroport international d'Alger. Ces deux laboratoires constituent un apport qualitatif pour l'économie nationale, notamment grâce à leur contribution à la préservation de la santé des citoyens et au traitement des marchandises dans des délais record, à travers la réalisation des analyses nécessaires, a déclaré M. Ghrieb. La mise en service de ces nouvelles structures permettra de réduire le délai des analyses à quelques heures seulement, facilitant ainsi le transit des marchandises aux points frontaux, a-t-il relevé. L'Etat ne ménagera aucun effort pour doter ces laboratoires des équipements nécessaires à l'accomplissement optimal de leurs missions, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ajouté le Premier ministre, révélant que ce dispositif sera généralisé au niveau des autres ports et postes frontaux afin de renforcer la protection de l'économie nationale. Le Premier ministre a exprimé ses remerciements au ministère de la Défense nationale pour la rapide des infrastructures des deux laboratoires (40 jours pour celui de l'aéroport et 60 jours pour celui du port d'Alger), soulignant la contribution de plusieurs ministères à cette opération.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Le projet "Hyundai" avance bien

Le ministre de l'Industrie, Farid Kourtel, a reçu, hier au siège du ministère, une délégation de la société "Hyundai Motor Manufacturing Algeria", en présence de représentants d'entreprises coréennes de sous-traitance opérant dans le domaine de la fabrication de pièces détachées et de composants automobiles, ainsi que de cadres du ministère, indique un communiqué du ministère.

Cette rencontre a été consacrée à l'évaluation de l'état d'avancement du projet d'investissement de la société en Algérie en vue du lancement effectif de la fabrication. La rencontre a également permis d'examiner les moyens de développer les partenariats industriels avec les fournisseurs et les entreprises coréennes de sous-traitance, tout en élargissant les opportunités de coopération avec les opérateurs locaux, notamment les entreprises algériennes de sous-traitance, afin de renforcer la production locale des composants automobiles et d'augmenter le taux d'intégration locale. La même source a précisé que le secteur de l'industrie continuera d'accompagner ce projet et de lui apporter le soutien nécessaire à la satisfaction de ses exigences, à travers le renforcement de la coordination avec les différentes parties concernées, en vue d'accélérer son entrée en production.

EDITO

L'Algérie, pionnière de la transition énergétique gazière

Wassila. B

La signature d'un mémorandum d'entente entre Sonatrach, l'allemand VNG AG et le norvégien ICA-Finance illustre une stratégie environnementale éclairée du groupe algérien. En s'engageant à réduire les émissions de méthane de ses activités gazières tout en renforçant leur suivi, Sonatrach répond à une exigence devenue centrale dans les échanges internationaux de gaz. Cette initiative mérite d'être saluée, car elle concilie ambition climatique et préservation des débouchés commerciaux.

Le partenariat ne part pas de zéro : il prolonge deux coopérations antérieures, conclues avec ICA-Finance en octobre 2024 puis avec VNG en juin 2026, toutes consacrées à la réduction du méthane sur la chaîne gazière. La nouvelle entente prévoit le déploiement de systèmes de mesure, de déclaration et de vérification des émissions, des actions de réduction pendant les opérations, ainsi que le transfert de technologies et le renforcement des compétences. Si des projets pilotes restent à identifier, le cadre est désormais posé pour passer des intentions aux résultats mesurables.

L'enjeu dépasse les installations algériennes. L'Union européenne a adopté en 2024 un règlement sur les émissions de méthane qui s'applique aussi aux importations d'énergie : dès le 1er janvier 2027, les importateurs devront démontrer l'équivalence des dispositifs de mesure, de déclaration et de vérification. Pour l'Algérie, qui a fourni 39,2 milliards de mètres cubes de gaz à l'Europe en 2024 et dont les livraisons vers l'Allemagne augmenteront dès 2027, la maîtrise du méthane n'est plus seulement une responsabilité environnementale : c'est une condition d'accès à un marché majeur.

Enfin, le volet financement carbone du mémorandum ouvre une perspective structurante. Il peut soutenir des projets de réduction dès lors que les résultats sont mesurés et vérifiés selon une méthodologie reconnue, tandis que l'Algérie travaille à structurer son propre marché carbone. En visant le zéro torchage à l'horizon 2030 et en faisant de la réduction du méthane une priorité, Sonatrach envoie un signal fort. Le défi est désormais de transformer cet élan en réalisations tangibles.

Cette dynamique témoigne aussi de la capacité de l'Algérie à se positionner comme un acteur énergétique responsable et tourné vers l'avenir. Loin de subir les nouvelles normes environnementales, le pays choisit de les anticiper et d'en faire un levier de compétitivité. La conclusion de partenariats avec des acteurs européens et internationaux de premier plan, l'ouverture d'un atelier national consacré au financement climatique et aux marchés carbone, ainsi que l'objectif de zéro torchage à l'horizon 2030 illustrent une volonté politique et industrielle claire. Pour l'Algérie, il s'agit non seulement de sécuriser ses exportations gazières, mais aussi de démontrer qu'un producteur du Sud peut être à l'avant-garde de la transition énergétique, en attirant des financements climatiques et en renforçant ses compétences nationales. Cette démarche, si elle est poursuivie avec rigueur et transparence, pourrait servir de modèle à d'autres pays producteurs.

L'ACCÈS AU FINANCEMENT AU CŒUR DES ENJEUX

Les futurs professionnels de l'aquaculture à l'école de l'entrepreneuriat

Meriem B

La maîtrise des mécanismes de financement et des dispositifs d'accompagnement constitue un enjeu majeur pour la relève du secteur halieutique. Une journée d'information, organisée à l'Institut technologique de la pêche maritime et de l'aquaculture, a réuni étudiants en fin de cycle, professionnels, banques et organismes d'appui autour des perspectives de création et de développement d'activités.

La formation ne suffit pas toujours à ouvrir les portes de l'emploi. Dans les métiers de la pêche maritime et de l'aquaculture, la perspective de créer sa propre activité suppose également de connaître les circuits de financement, les conditions d'accès aux crédits et les mécanismes institutionnels susceptibles d'accompagner les premiers investissements. C'est précisément cette dimension entrepreneuriale qui a été mise en avant, jeudi dernier, à l'Institut technologique de la pêche maritime et de l'aquaculture d'Oran, à l'occasion d'une journée d'information consacrée aux opportunités offertes aux professionnels et aux futurs diplômés du secteur.

Organisée sous la supervision de la Direction de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya, en présence des représentants de la Chambre de wilaya et de l'Institut, cette rencontre a accordé une place particulière aux étudiants en fin de formation. Les promotions de troisième année préparant les diplômes de lieutenant de première classe à la pêche maritime et de lieutenant mécanicien de première classe figuraient parmi les principaux publics ciblés. À leurs côtés, les stagiaires actuellement engagés dans un parcours de formation en entrepreneuriat ont pu mesurer les possibilités de passage de la qualification professionnelle à l'initiative économique.

Du diplôme à la création d'activité

L'intérêt de cette démarche tient à la mise en relation directe des futurs promoteurs avec les institutions susceptibles de soutenir leurs projets. Les représentants des banques BADR et BNA ont ainsi présenté les avantages financiers accessibles dans les deux filières, en détaillant notamment les possibilités de recours aux crédits d'investissement et d'exploitation. Deux instruments qui répondent à des besoins distincts, depuis la mise en place des équipements et des infrastructures jusqu'au financement des dépenses nécessaires au fonctionnement des activités.

La rencontre a également permis de clarifier le rôle des organismes d'accompagnement. Les représentants de NESDA et de la CNAC ont exposé les dispositifs de soutien relevant de leurs prérogatives, ainsi que les facilités administratives mobilisables par les porteurs de projets. Les participants ont ainsi pu mieux cerner les démarches à engager et les conditions à réunir pour accéder aux différents mécanismes présentés.

Loin de se limiter à une présentation institutionnelle, la journée a donné lieu à des échanges autour des interrogations concrètes des professionnels et des étudiants. Les représentants des banques et des organismes concernés ont répondu aux questions soulevées, apportant des précisions sur les possibilités de financement et les modalités d'accompagnement. À travers cette initiative, la Direction de la pêche et de l'aquaculture entend rapprocher les dispositifs d'appui de leurs bénéficiaires potentiels et faire connaître les perspectives entrepreneuriales d'un secteur qui offre des débouchés au-delà de l'activité traditionnelle de capture. Pour les futurs diplômés, l'enjeu est désormais de pouvoir envisager leur qualification non seulement comme un passeport vers l'emploi salarié, mais également comme un point de départ vers l'investissement et la création d'entreprise.

IEEE EDIS'2026

Oran 1 au rendez-vous des nouvelles frontières technologiques

Bakhta Bacha

Clôturée jeudi dernier après quatre jours de travaux, la cinquième édition du congrès international IEEE EDiS'2026 a réuni des chercheurs et experts nationaux et étrangers autour des avancées dans les systèmes intelligents, l'intelligence artificielle et les technologies émergentes. Les applications de ces innovations dans l'agriculture et la santé ont également occupé une place de choix dans les échanges.

L'Université Oran 1 Ahmed-Ben-Bella a clôturé, ce jeudi, les travaux de la cinquième édition du congrès international IEEE EDiS'2026, organisé par le laboratoire LAPECI, en collaboration avec les laboratoires LBRAP et RIIR. Pendant quatre jours, cette rencontre scientifique a rassemblé une communauté de chercheurs, d'universitaires et d'experts issus d'établissements d'enseignement supérieur et d'institutions de recherche nationaux et internationaux, autour des mutations qui redessinent les contours de l'innovation technologique.

Au cœur de cette manifestation, plusieurs domaines de recherche à forte valeur scientifique ont nourri les débats, notamment les systèmes embarqués et distribués, l'Internet des objets (IoT), l'intelligence artificielle, l'apprentissage automatique (Machine Learning) et le calcul parallèle. Autant de disciplines qui constituent aujourd'hui des leviers déterminants dans l'évolution des infrastructures numériques et le développement de solutions technologiques de nouvelle génération.

Conférences plénières, sessions scientifiques et communications académiques ont rythmé les travaux, offrant aux participants l'occasion de confronter leurs approches, de présenter les résultats de leurs recherches et d'explorer de nouvelles pistes de collaboration. Au-delà de la dimension académique, les échanges ont également permis de mettre en perspective les applications de ces avancées dans des secteurs où l'innovation est appelée à jouer un rôle structurant.

L'agriculture et la santé au cœur des applications intelligentes

Cette dimension appliquée a notamment été illustrée par deux ateliers spécialisés consacrés à l'agriculture intelligente (Smart Farming) et à la santé électronique (Smart e-Health). Deux secteurs stratégiques pour lesquels les technologies numériques ouvrent des perspectives prometteuses. Dans le domaine agricole, les solutions intelligentes offrent de nouvelles possibilités pour optimiser les pratiques, améliorer la gestion des ressources et contribuer aux impératifs de sécurité alimentaire. Dans le secteur sanitaire, les systèmes connectés et les outils numériques sont appelés à accompagner la modernisation des dispositifs de santé et à améliorer les mécanismes de suivi et de prise en charge.

Ces deux ateliers ont ainsi donné une dimension concrète aux réflexions engagées durant le congrès, en mettant en évidence le potentiel des technologies émergentes lorsqu'elles sont mises au service des besoins économiques et sociaux.

Au terme de cette rencontre, la réussite de l'édition 2026 vient conforter l'intérêt de la coopération scientifique multidisciplinaire et de l'ouverture sur les réseaux internationaux de recherche.

Pour l'Université Oran 1, ce rendez-vous constitue également une opportunité de consolider son positionnement dans les domaines de la recherche et de l'innovation, tout en encourageant les passerelles entre les laboratoires universitaires et le secteur socio-économique.

LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE STUPÉFIANTS

Plus de 211 kg de kif traité saisis, sept individus arrêtés

Toufik K

Une importante quantité de kif traité, estimée à 211,066 kg, a été saisie à Oran à l'issue d'une opération conjointe menée par les services des Douanes et un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP). Sept individus ont été interpellés et plusieurs moyens matériels, dont cinq véhicules et deux motocyclettes, ont également été saisis.

La lutte contre le trafic de stupéfiants a donné lieu à une nouvelle opération d'envergure à Oran. Dans un communiqué rendu public ce samedi, la Direction générale des Douanes a annoncé la saisie de 211,066 kg de kif traité par la brigade mobile relevant de l'inspection divisionnaire des Douanes d'Oran extérieur, en coordination avec un détachement de l'Armée nationale populaire.

Outre la quantité de drogue récupérée, les éléments engagés dans cette opération ont également saisi 320 000 dinars, 1 750 euros, cinq véhicules de tourisme et deux motocyclettes. Sept individus ont été arrêtés dans le cadre de cette intervention, précise la même source. Les individus interpellés ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal d'Oran, indique le communiqué, qui inscrit cette opération dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée.

NOUVEAU-NÉS

Les pratiques médicales passées au crible au CHU d'Oran

Sarah M

Réanimation en salle de naissance, détresse respiratoire, allaitement maternel et dépistage néonatal ont constitué les principaux axes d'une demi-journée scientifique organisée au CHU d'Oran. Une rencontre qui a également permis d'aborder le suivi des nouveau-nés à risque et les aspects médico-administratifs liés à l'établissement des certificats de décès.

La prise en charge du nouveau-né ne laisse aucune place à l'improvisation.

Des premiers gestes pratiqués en salle de naissance à la détection des complications, en passant par les examens de dépistage et le suivi des nourrissons vulnérables, chaque étape engage la responsabilité et la réactivité des équipes soignantes. C'est autour de ces exigences que le service de néonatologie et des prématurés du Centre hospitalo-universitaire d'Oran a consacré une demi-journée à la formation médicale continue, avec un programme articulé autour de plusieurs situations cliniques relevant de la pratique quotidienne.

Loin d'une simple actualisation théorique, cette rencontre a permis de revenir sur des pathologies et des gestes techniques qui nécessitent une parfaite coordination entre les professionnels de santé. L'accueil du nouveau-né en salle de naissance et la réanimation cardio-pulmonaire ont notamment été abordés par le professeur Reguig, tandis que le Dr Belkhadir a consacré son intervention à l'allaitement maternel. La détresse respiratoire néonatale, problématique particulièrement sensible dans les unités spécialisées, a été développée par le Dr Azizi.

Le programme a également intégré un volet consacré au dépistage précoce, avec une communication du Dr Aïd sur le test de Guthrie, examen néonatal permettant de rechercher certaines maladies congénitales et métaboliques afin de favoriser leur détection et leur prise en charge dans les meilleurs délais.

De son côté, la professeure Rouida Messifi, cheffe du service de néonatologie et des prématurés, a présenté deux thèmes relevant directement de la responsabilité des équipes hospitalières : les nouveau-nés exposés à des facteurs de risque et les modalités de remplissage du certificat de décès. Deux aspects différents, mais qui s'inscrivent dans les exigences médicales et professionnelles auxquelles les praticiens sont quotidiennement confrontés.

« Un débat très riche »

Revenant sur les objectifs de cette initiative, la professeure Rouida Messifi a tenu à souligner le concours apporté par la direction des activités médicales et paramédicales dans l'organisation de cette journée. « Le service des activités médicales et paramédicales nous a accompagnés pour assurer la réussite de cette journée consacrée à la formation continue dans le domaine de la prise en charge du nouveau-né », a-t-elle expliqué.

La responsable du service a également mis en avant la diversité des communications, qui ont permis de couvrir plusieurs dimensions de la pratique néonatale, depuis l'accueil et la réanimation du nourrisson jusqu'au dépistage et au suivi des nouveau-nés présentant des risques particuliers. Elle a, par ailleurs, insisté sur la qualité des échanges ayant ponctué les interventions, évoquant un « débat très riche » entre les participants.

Cette dynamique de formation devrait se poursuivre. La cheffe de service a ainsi exprimé le souhait de voir d'autres rendez-vous du même genre organisés au cours de l'année prochaine, afin d'inscrire cette démarche dans la durée.

À travers cette initiative, le service de néonatologie entend faire de la formation continue un instrument permanent d'amélioration des pratiques hospitalières.

CAP DZ
QUOTIDIEN D'INFORMATION

TLEMCEN

La CNAS lance sa caravane médicale vers le Grand Sud



O.DEGUI

La Caisse nationale de sécurité sociale des salariés (CNAS), sous la direction de sa directrice, le Dr Laamouri Sonia, a pris part au lancement de la sixième édition de la caravane médicale de volontaires à destination des Hauts-Plateaux et du Grand Sud, dans la nouvelle wilaya d'El Aricha. Placée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, cette initiative s'inscrit dans le prolongement de l'engagement de la CNAS en faveur des actions sociales et solidaires, un axe que l'établissement entend renforcer à travers une présence accrue sur le terrain.

La caravane a été accueillie par le chef de l'exécutif de la wilaya d'El Aricha, en présence du secrétaire général de la wilaya, du représentant du Réseau algérien de la jeunesse et des représentants des différentes organisations et institutions participantes. Initiée par le Réseau algérien des jeunes, en coordination avec le ministère de la Santé et avec le soutien d'entreprises publiques et privées, elle est constituée d'une clinique mobile, d'ambulances et de dizaines de médecins et chefs de services médicaux. Ces équipes sillonneront plusieurs wilayas des Hauts-Plateaux et du Sud jusqu'en janvier 2027, avec pour mission d'apporter des soins de proximité aux populations les plus éloignées des structures hospitalières. À cet égard, la directrice de la CNAS a souligné la volonté du secteur d'« intensifier les efforts visant à améliorer la prévention, la sensibilisation et le dépistage précoce, et à renforcer la prise en charge sanitaire, en accordant une attention particulière aux zones frontalières et isolées, ainsi qu'aux catégories vulnérables, tout en assurant la continuité du suivi et la coordination entre les staffs médicaux mobiles, les établissements de santé locaux et les centres hospitaliers de référence ». Elle a également mis en avant l'importance d'une telle dynamique pour désengorger les structures sanitaires et rapprocher le service public de santé des citoyens. Cette participation témoigne de l'engagement de la CNAS à renforcer sa présence dans les initiatives humanitaires et sociales et à consolider son rôle de partenaire actif des actions de solidarité visant à soutenir la santé publique et à servir les citoyens. À travers cette opération, l'établissement confirme sa volonté de s'inscrire durablement dans les efforts nationaux de solidarité, en particulier au profit des régions les plus vulnérables du pays.

TISSEMSILT

Plus de 850 inscrits au programme « Sanâa 2 »

N.B

Plus de 850 personnes se sont inscrites au programme « Sanâa 2 » dans la wilaya de Tissemsilt, a-t-on appris auprès de la direction de wilaya de la Formation et de l'Enseignement professionnels (DFEP). La chargée de la communication de cette direction, Fatima Hedjila, a indiqué que les formations prévues dans ce cadre ont débuté la semaine dernière au sein des établissements du secteur, traduisant un engouement réel des habitants pour cette offre de qualification rapide.

Elles portent sur six spécialités : installation sanitaire (plomberie), froid et climatisation, peinture, soudure, électricité bâtiment et plâtrerie. Mme Hedjila a également précisé que les inscriptions demeurent ouvertes pour deux autres spécialités, à savoir la fabrication de pâtisseries orientales et occidentales ainsi que l'esthétique (maquillage), les candidates inscrites devant être informées ultérieurement des établissements chargés d'assurer leur formation. La même responsable a souligné que le programme « Sanâa 2 » est ouvert à toute personne



âgée de 15 ans et plus, sans limite d'âge maximale, permettant ainsi à différentes catégories d'âge de bénéficier des offres proposées à travers dix établissements de formation répartis dans plusieurs communes de la wilaya, qui en compte 22. Les inscrits bénéficieront également de 90 heures de formation pratique, selon une approche pédagogique axée sur la pratique de terrain et l'encadrement direct assuré par des spécialistes. Ce dispositif permet ainsi aux apprenants d'acquérir des gestes techniques directement transposables dans l'exercice d'un métier. Ce programme s'inscrit dans le cadre des efforts du secteur visant à élargir les possibilités de formation, à permettre aux différentes catégories de la société d'acquérir des compétences pratiques et à renforcer leurs capacités d'insertion dans le monde du travail ou de concrétisation de leurs propres projets professionnels. Il répond également à une demande croissante de main-d'œuvre qualifiée dans des filières techniques prisées par le marché local.

SIDI BEL-ABBÈS

L'incubateur de l'université mise sur la formation de formateurs



R.M

L'incubateur de l'Université « Djillali Liabès » de Sidi Bel-Abbès a lancé une session de formation de formateurs visant à renforcer les compétences pédagogiques et les capacités d'encadrement des enseignants, afin de leur permettre d'accompagner efficacement les étudiants porteurs de projets innovants, a-t-on appris samedi auprès de cette structure.

Lancée jeudi dernier sous la supervision du recteur de l'université, M. Bouziani Merahi, et encadrée par MM. Djelloul Zidane et Mme Soumia Benchaouat, cette formation s'adresse aux enseignants universitaires membres de la cellule de formation et de suivi relevant de l'incubateur. Intitulée « Comment être un formateur performant au sein d'un incubateur d'entreprises », elle a pour objectif de doter les participants des connaissances et compétences pratiques nécessaires à l'exercice du métier de formateur et de coach, de maîtriser les pratiques pédagogiques interactives les plus récentes et d'acquérir les techniques d'élaboration de programmes de formation et de conduite d'ateliers destinés aux porteurs d'idées de projets d'investissement et de projets innovants. À ce propos, l'un des encadreurs, l'enseignant Djelloul Zidane, a souligné que « le défi majeur auquel sont confrontés aujourd'hui les incubateurs universitaires ne réside plus seulement dans la transmission de connaissances théoriques, mais repose essentiellement sur le développement de compétences de formation spécialisées, à même d'avoir un impact tangible sur le parcours des apprenants et de transformer les concepts académiques en projets concrets et économiquement viables ». Il a insisté sur la nécessité d'adapter l'accompagnement aux réalités du terrain et aux contraintes propres à chaque projet. L'intervenant a ajouté que ce programme met l'accent sur l'acquisition de méthodes interactives, d'outils de motivation et d'orientation stratégique, permettant aux enseignants d'assumer pleinement leur rôle de formateurs et de mentors auprès des étudiants porteurs de projets innovants, en phase avec les orientations stratégiques de l'université algérienne visant à promouvoir l'entrepreneuriat et la création de richesses.

Cet atelier, qui se déroule sur une semaine, constitue également un espace d'échange d'expériences et de bonnes pratiques entre enseignants, favorisant l'harmonisation des approches et l'amélioration de la qualité de l'encadrement, conformément à la stratégie de l'incubateur axée sur l'investissement dans le capital humain et la consolidation de la formation continue, en vue de répondre aux exigences de l'économie de la connaissance. À terme, cette démarche devrait permettre de mieux identifier et accompagner les projets à fort potentiel portés par les étudiants.

ILLIZI

Cap sur l'exportation et le troc frontalier



O.S

La direction du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a organisé, samedi à Illizi, une journée d'information dédiée à l'exportation et au commerce de troc frontalier, en collaboration avec la Chambre de commerce et d'industrie « Tassili ». Placée sous le thème « l'exportation : perspectives prometteuses pour la diversification de l'économie nationale et la promotion des produits locaux », cette rencontre s'inscrit dans une démarche de vulgarisation du processus d'exportation, avec un focus particulier sur le troc frontalier, activité structurante pour les régions du Sud algérien.

Selon le directeur du Commerce, Tarek Angueg, l'objectif est aussi de faire connaître les mécanismes et les avantages prévus par l'État pour stimuler les exportations et diversifier l'économie nationale. La rencontre a rassemblé des opérateurs du troc, des membres de la commission régionale de suivi, ainsi que les services de sécurité, des impôts, des douanes et de la Chambre de commerce. Il s'agissait de dresser le bilan du troc pour 2026 au regard des années précédentes et d'examiner les préoccupations des opérateurs, dans un contexte où ce mode d'échange frontalier reste un levier important pour les économies des régions du Sud et pour l'approvisionnement de certaines filières.

Au programme : des interventions sur l'encadrement du troc et ses cadres juridiques et fiscaux, animées par les Douanes, la sécurité et les impôts, ainsi que des présentations sur les exportations, le troc frontalier et les avantages fiscaux, commerciaux et financiers accordés par l'État aux opérateurs de ce créneau. Cette journée a également permis aux participants d'échanger sur les difficultés rencontrées sur le terrain et sur les pistes d'amélioration des procédures, afin de rendre le dispositif plus attractif et plus fluide pour les acteurs économiques locaux. Les organisateurs entendent ainsi faire de cette rencontre un espace de dialogue permanent entre l'administration et les opérateurs, gage d'une meilleure compréhension des règles et d'une application plus efficace des dispositifs d'appui.

BÉCHAR

Le barrage Djorf Torba fait le plein



H.N

Le barrage de Djorf Torba, dans la commune de Meridja (wilaya de Béchar), a atteint un taux de remplissage de 100 % grâce à la hausse sensible de son niveau d'eau après les dernières précipitations, indiquent les services de la wilaya. Le wali Ahmed Benyoucef s'est rendu samedi matin sur site, accompagné des autorités locales et des responsables de l'hydraulique, de l'Algérienne des eaux et du barrage.

L'inspection a permis de faire le point sur la situation hydrologique de l'ouvrage, le volume stocké et les indicateurs de maîtrise des débits. Le wali a aussi pris connaissance des travaux de consolidation et de renforcement de la structure, inscrits dans les programmes de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT), destinés à garantir la pérennité et la sécurité de l'infrastructure conformément aux normes en vigueur. Ces travaux s'inscrivent dans une logique préventive visant à prémunir l'ouvrage contre les aléas et à prolonger sa durée de vie. M. Benyoucef a enjoint les services concernés à renforcer leur coordination pour assurer le bon déroulement de la campagne d'irrigation agricole 2026-2027, selon un calendrier précis tenant compte des besoins des agriculteurs et de la gestion des ressources en eau. Cette planification revêt une importance particulière dans une wilaya saharienne où l'eau constitue un enjeu stratégique pour l'agriculture et où chaque goutte compte pour la pérennité des périmètres irrigués. Il s'est enfin rendu dans l'espace aménagé pour l'accueil des familles au niveau du barrage, où il a demandé aux responsables de conjuguer leurs efforts pour réaménager les lieux et améliorer les conditions d'accueil des visiteurs. Ce site, qui attire de nombreux visiteurs, notamment en période de crue, est appelé à devenir un espace de détente et de découverte, tout en restant un équipement stratégique pour la wilaya.

OUARGLA

Une récolte de dattes attendue au-delà du million de quintaux

N.B

La wilaya d'Ouargla s'attend à une production de dattes supérieure à un million de quintaux pour la saison 2026-2027, toutes variétés confondues, selon la direction des Services agricoles (DSA). Cette hausse, estimée à 10 % par rapport à la saison précédente, s'appuie sur un parc de plus de 1.259.632 palmiers dattiers, indique Fatiha Boubekri, cheffe du service de l'organisation de la production et du soutien technique. Cette progression témoigne de la dynamique que connaît la phoeniciculture dans la wilaya, soutenue par les programmes d'expansion et d'accompagnement des producteurs.

La variété « Ghers » arrive en tête avec 421.686 quintaux, soit environ 47 % de la production, devant la « Deglet Nour » et ses 368.701 quintaux, près de 41 %. Ces volumes confirment le poids économique de ces deux variétés dans la création d'emplois, de la récolte au transport en passant par le tri et le conditionnement, et plus largement dans la dynamique économique des oasis du Sud. La filière fait vivre, directement et indirectement, un grand nombre de familles et d'acteurs économiques locaux. Pour préserver la



qualité et limiter les pertes, la DSA accompagne les agriculteurs tout au long de la saison : entretien des palmiers, choix du moment optimal de récolte selon la variété et le climat, et suivi régulier des ravageurs et maladies. La manipulation et le stockage constituent également un axe majeur, avec un traitement soigné des dattes lors de la récolte et du transport pour éviter toute contamination ou humidité excessive, et un tri destiné à valoriser la valeur commerciale du produit. Les producteurs sont ainsi encouragés à adopter de bonnes pratiques qui conditionnent en grande partie la qualité finale de la récolte et sa capacité à trouver preneur sur les marchés national et international. Pour Mme Boubekri, le vrai défi dépasse le volume de production : il concerne l'amélioration du stockage, l'investissement dans la transformation agroalimentaire (pâte, mélasse, poudre de dattes) et la coordination entre agriculteurs, usines et acteurs économiques. Les unités de conditionnement, de transformation et de stockage ont, dans cette logique, un rôle clé pour absorber les surplus et réduire les pertes. La responsable plaide ainsi pour une montée en gamme de la filière, afin de passer d'une commercialisation brute à une véritable valorisation du produit, créatrice de valeur ajoutée et d'emplois qualifiés.

Avec environ 11.696 hectares d'oasis et 1.140.439 palmiers productifs, dont 556.363 Deglet Nour, 537.859 Ghers, 30.445 Degla-Beida et 151.145 variétés communes, Ouargla figure parmi les wilayas pionnières de la phoeniciculture, dans un patrimoine national riche de plus de 940 cultivars. La wilaya a par ailleurs bénéficié de quotas conséquents pour l'expansion de cette filière, dans le cadre des programmes d'appui à l'économie nationale, avec l'objectif de diversifier les revenus dans les zones du Sud et de consolider la place de la datte algérienne sur les marchés.

Turf

CAP DZ
QUOTIDIEN D'INFORMATION
N° 3742 Dimanche 08 Novembre 2026

Hippodrome Guirri Aissa Ben Saker de Barika

Journée N° 223

Par **Zeggai Abdelkader**

TURF

Départ de la première course à 16h - Prix: Tadj Rassi - Pur-Sang arabe
Distance : 1.000 mètres - Dotation : 350.000 DA - Paris Quarté-Quinté

PROPRIETAIRES		CHEVAUX	JOCKEYS	PDS.	CDS.	ENTRAINEURS
M. SELLAMI	1	NOUR ECHAMS	MS. AIDA	56	12	PROPRIETAIRE
KH. CHAREF/KHO.	2	VITATUNE	CH. ATALLAH	56	6	PROPRIETAIRE
CB. MISSAOUI	3	ORGAID	A. KOUAOUCI	55	11	A. KOUAOUCI
ABZ. KHODJA	4	DM. CHIHAB	AB. ATALLAH	55	4	PROPRIETAIRE
AD. LAGHOUAG	5	BOUAA (retiré)	S. BENYETTOU	55	2	PROPRIETAIRE
A. BOUAAKAZ	6	WANISAF	F. CHAABI	55	5	PROPRIETAIRE
Z. MIMI	7	MANDARINA	O. CHEBBAH	54	10	PROPRIETAIRE
SR. GUIRRI	8	RIFAIA (0)	AB. AIDA	54	8	H. FERHAT
AD. LAGHOUAG	9	RAMZ EL MAJD (retiré)	JJ/ S. ATALLAH	54	9	PROPRIETAIRE
M. SELLAMI	10	DJAWDA EL MESK	D. BOUBAKRI	52	7	PROPRIETAIRE
M. SELLAMI	11	ANISSA DU PAON	AB. SID	52	1	PROPRIETAIRE
T. BENSAID	12	JAOUHARET ERIF	AH. CHAABI	51	3	PROPRIETAIRE

Fiche technique: Paris Quarté et Quinté

1 - NOUR ECHAMS

MS. AIDA 56 kg
17-12-2025 1.800 m 11ème
O. CHEBBAH 55 kg 12 pts
02-03-2026 1.200 m 3ème
A. HEBRI 55 kg 12 pts
19-04-2026 1.400 m 6ème
AB. AIDA 55 kg 12 pts
22-04-2026 1.500 m 5ème
JJ/ R. DJAIET 53 kg 12 pts
17-10-2026 1.000 m 5ème
MS. AIDA 56 kg 12 pts
Elle aura une chance logique pour participer activement à l'arrivée.
Conclusion : Une priorité.

2 - VITATUNE

CH. ATALLAH 56 kg
25-01-2026 1.300 m 13ème
D. BOUBAKRI 53 kg 15 pts
27-02-2026 1.600 m 7ème
AB. AIDA 57 kg 12 pts
09-03-2026 1.300 m 1ère T.N.C
AP/ Y. CHELLAL 53 kg 13 pts
19-04-2026 1.400 m 7ème
AP/ Y. CHELLAL 52 kg 12 pts
25-10-2026 1.600 m retirée
SH. BENYETTOU 56 kg 12 pts
Le parcours du jour pourrait bien avantager ses chances pour effacer son dernier échec.
Conclusion : Une priorité.

3 - ORGAID

A. KOUAOUCI 55 kg
01-06-2025 1.500 m 4ème
A. KOUAOUCI 57 kg 13 pts
07-12-2025 1.000 m 5ème
A. KOUAOUCI 55 kg 15 pts
24-12-2025 1.300 m 13ème
A. KOUAOUCI 55 kg 14 pts
28-12-2025 1.100 m 2ème
A. KOUAOUCI 55 kg 18 pts
11-01-2026 1.000 m 2ème
A. KOUAOUCI 56 kg 13 pts
Il est à retenir en très bonne place dans un parcours à son entière convenance.
Conclusion : Une priorité.

4 - DM CHIHAB

AB. ATALLAH 55 kg
10-12-2025 1.500 m 2ème
AB. ATALLAH 55 kg 12 pts
24-12-2025 1.300 m 9ème
AB. ATALLAH 54 kg 14 pts
01-01-2026 1.500 m 3ème
AB. ATALLAH 54 kg 13 pts
25-01-2026 1.300 m 3ème
AB. ATALLAH 55 kg 15 pts
18-02-2026 1.500 m 3ème
AB. ATALLAH 54 kg 12 pts
Il ne va pas avoir de difficultés pour négocier une place honorable.
Conclusion : Une priorité.

5 - BOUAA

S. BENYETTOU 55 kg
Conclusion : Retiré.

6 - WANISAF

F. CHAABI 55 kg
29-01-2023 1.300 m 5ème
H. RAACHE 55 kg 12 pts
03-02-2023 1.200 m 6ème
H. RAACHE 55 kg 12 pts
08-03-2023 1.200 m 10ème
H. RAACHE 55 kg 14 pts
12-03-2023 1.400 m 11ème
H. RAACHE 55 kg 12 pts
19-10-2026 1.000 m 8ème
T. LAZREG 55 kg 13 pts
Sa participation à l'arrivée n'est pas envisageable dans cette épreuve. Le changement de monte n'y peut rien pour elle sur 1.000m.
Conclusion : A revoir.

7 - MANDARINA

O. CHEBBAH 54 kg
19-04-2026 1.400 m 12ème
AB. SID 51 kg 12 pts
03-05-2026 1.100 m arrêtée
A. HEBRI 54 kg 12 pts
13-09-2026 1.300 m 10ème
B. TARCHAG 56 kg 12 pts
27-09-2026 1.100 m 7ème
R. BAGUIRA 54 kg 14 pts
05-10-2026 1.100 m 7ème
F. CHAABI 54 kg 12 pts
Le changement de monte lui convient pour se défendre malgré ses derniers échecs.
Conclusion : Une possibilité.

8 - RIFAIA

AB. AIDA 54 kg
01-01-2026 1.500 m 10ème
AB. AIDA 54 kg 13 pts
21-01-2026 1.300 m 11ème
SH. BENYETTOU 56 kg 14 pts
08-02-2026 1.100 m 1ère T.N.C
AB. AIDA 55 kg 15 pts
18-10-2026 1.200 m 11ème
SH. BENYETTOU 56 kg 12 pts
21-10-2026 1.000 m 11ème
AB. AIDA 54 kg 12 pts
Elle n'a montré aucune valeur suffisante lors de ses récentes tentatives sur 1.000 et 1.200m.
Conclusion : A revoir.

9 - RAMZ EL MAJD

JJ/ S. ATALLAH 54 kg
Conclusion : Retiré.

10 - DJAWDA EL MESK

D. BOUBAKRI 52 kg
11-01-2026 1.000 m 4ème
MS. AIDA 54 kg 13 pts
06-02-2026 1.000 m 2ème
AP/ Y. CHELLAL 52 kg 12 pts
22-03-2026 1.100 m 1ère T.N.C
AB. AIDA 54 kg 13 pts
19-04-2026 1.400 m 9ème
JJ/ R. DJAIET 52 kg 12 pts
22-04-2026 1.500 m retirée
AB. AIDA 55 kg 12 pts
Le parcours du jour lui convient pour effacer son dernier échec sur 1.400m.
Conclusion : Une priorité.

11 - ANISSA DU PAON

AB. SID 52 kg
25-01-2026 1.300 m 15ème
JJ/ R. DJAIET 51 kg 15 pts
02-02-2026 1.300 m 13ème
A. KOUAOUCI 55 kg 14 pts
06-02-2026 1.000 m 12ème
I. GRAOUI 55 kg 12 pts
02-03-2026 1.200 m 10ème
A. BENZERGA 56 kg 12 pts
06-09-2026 1.200 m retirée
B. TARCHAG 56 kg 15 pts
Elle ne fera qu'une simple figuration pour garnir les stalles de ce prix.
Conclusion : A revoir.



12 - JAOUHARET ERIF

AH. CHAABI 51 kg
24-12-2025 1.300 m 2ème
AP/ Y. CHELLAL 52 kg 14 pts
28-12-2025 1.100 m retirée
AP/ Y. CHELLAL 52 kg 18 pts
25-01-2026 1.300 m 10ème
AP/ Y. CHELLAL 52 kg 15 pts
30-01-2026 1.300 m 8ème
AP/ Y. CHELLAL 52 kg 12 pts
18-02-2026 1.500 m 8ème
AP/ Y. CHELLAL 52,5 kg 12 pts
Elle ne va pas avoir de difficultés pour négocier une place.
Conclusion : Une priorité.



PRONOSTICS

PARI QUARTE	PARI QUINTE
3 - 1 - 4 - 12 - 2	3 - 1 - 4 - 12 - 2 - 10
Possibilités: 10 - 5	Possibilités: 5 - 7
Champ F : 3 - 1 - 4 - X	Champ F : 3 - 1 - 4 - 12 - X
Champ F : 3 - 1 - X - 12	Champ F : 3 - 1 - 4 - X - 2
Champ D : 3 - 1 - X - X	Champ D : 3 - 1 - 4 - X - X
1 - 3 - 4 - 12 - 2 - 5	1 - 3 - 4 - 12 - 2 - 5 - 7

Résultats et Rapports P.M.U

Hippodrome du Caroubier
Samedi 07/11/2026

Paris QUARTE-QUINTE
4 - 9 - 1 - 8 - 10

QUARTE
G: 700 DA P: 70 DA

QUINTE
G: 24.320 DA P: 60 DA